

Subventions aux énergies

Paru le 12 mars 2025 sur SwissPowerShift, <https://swisspowershift.ch/transition-energetique-lenjeu-complexe-des-subventions/>

Je voudrais revenir sur un message reçu par la rédaction de Swisspowershift, cité dans le «Best of» hebdomadaire du 28 février. Le raisonnement invoqué par ce message reprend l'antienne qui accuse les énergies renouvelables d'être des parasites de l'Etat : «Ni l'éolien, ni le solaire ne sont rentables sans de solides subventions et la Suisse a déjà pris bien des risques en acceptant de subventionner cette énergie peu efficace, non pilotable, qui coûte donc très cher».

La question mérite d'être posée dans une perspective plus large : celle des subventions directes et indirectes que les Etats octroient aux diverses ressources énergétiques. Une étude du FMI permet de faire le point. Sa plus récente mise à jour <https://www.imf.org/en/Publications/WP/Issues/2021/09/23/Still-Not-Getting-Energy-Prices-Right-A-Global-and-Country-Update-of-Fossil-Fuel-Subsidies-466004> date de 2021.

Le cadre de référence des économistes du FMI, qui sont loin d'être du genre écolo-alternatif, est tout ce qu'il y a de «mainstream». Leur propos se résume dans le titre de l'étude : «Still not getting the energy prices right» : les prix de l'énergie sont déformés par des subventions. En d'autres termes, les collectivités publiques, c'est-à-dire les contribuables, alimentent les revenus d'entreprises qui ne supportent pas les coûts inhérents à la production énergétique.

Or, selon le FMI, les énergies les plus subventionnées sont les énergies fossiles : dans l'ordre, le charbon suivi du gaz naturel et des divers produits pétroliers. Les subventions qui leur sont accordées sont de deux sortes : explicites et implicites. Les énergies fossiles ont reçu, en 2020 et à l'échelle mondiale, 5,9 billions de dollars de subventions – évidemment très inégalement répartis dans les 191 pays étudiés. Selon les chercheurs, ces presque 6'000 milliards de dollars annuels représentent 6,8% de l'ensemble des produits nationaux bruts et sont encore appelés à croître. 8% de ces subventions sont directes – ou «explicites». Même petit, ce pourcentage représente la bagatelle de près de 500 milliards de dollars par an. Une autre étude https://www.irena.org/-/media/Files/IRENA/Agency/Publication/2020/Apr/IRENA_Energy_subsidies_2020.pdf souligne que les subventions directes aux énergies fossiles représentent 70% de l'ensemble des soutiens étatiques aux énergies – avec seulement 20% pour les énergies renouvelables.

Au fil des éditions, les chercheurs du FMI ont affiné leurs calculs pour évaluer comment sont répartis les 92% affectés aux subventions dites implicites. 42% de ces subventions correspondent aux coûts de pollution atmosphérique locale, 29% aux coûts liés au réchauffement global, et 15% sont à rapporter au trafic routier (embouteillages et accidents). Une part plus faible est représentée par des allègements fiscaux.

L'étape suivante du raisonnement est évidemment hypothétique. Elle montre qu'un prix «efficient» des énergies fossiles réduirait les émissions de gaz à effet de serre à un niveau en ligne avec une augmentation globale des températures de 1,5 degré centigrade – selon les engagements pris par les Etats à la COP 2015 de Paris. Cela éviterait aussi, selon les auteurs, 900'000 morts dues à la pollution atmosphérique.

L'ONU n'est pas moins claire (<https://www.un.org/fr/climatechange/raising-ambition/renewable-energy>). Son programme «action climat» souligne que les énergies renouvelables constituent un choix économiquement judicieux. Au lieu de subventionner les énergies fossiles, il conviendrait, selon l'agence d'investir 4'000 milliards de par an jusqu'en 2030 dans les énergies renouvelables (y compris les investissements dans les technologies et les infrastructures) pour atteindre l'objectif de zéro émission nette d'ici à 2050.

On notera au passage que les montants nécessaires à la transition, limités dans le temps et inférieurs aux subventions octroyées aux énergies fossiles, ne seraient pour leur part pas constitués de seules subventions : le prix de revient des énergies renouvelables ne cesse de baisser et, selon les situations nationales, la nécessité de subventions va diminuer. Selon une autre agence de l'ONU (<https://www.irena.org/Publications/2023/Aug/Renewable-Power-Generation-Costs-in-2022>), le solaire photovoltaïque était 7 fois plus cher que la ressource fossile la meilleure marché en 2010, mais coûte 29% de moins que cette même ressource en 2022. Les soutiens devraient à terme être réservés aux régions et aux pays qui en ont besoin, après avoir été spoliés pendant des siècles par les puissances coloniales et alors qu'ils endurent plus que le «nord global» les conséquences du changement climatique.

L'investissement dans les énergies renouvelables est plus rentable que la situation actuelle de subventions aux énergies fossiles. L'ONU calcule, à l'échelle de la planète, que la réduction de la pollution et des effets sur le climat permettrait d'économiser jusqu'à 4'200 milliards de dollars par an d'ici à 2030. En outre, des technologies fondées sur des sources renouvelables (et gratuites, s'il s'agit de vent et de soleil...) permettent d'établir un système plus résilient et moins sujet aux chocs de marché.

Le correspondant de Swisspowershift n'a pas tort de rappeler que les sources d'énergie météodépendantes vont poser de nouveaux problèmes. Mais leur imputer une supposée faillite de l'Allemagne et dire que la science impose d'y renoncer est pour le moins exagéré. Il serait scientifiquement plus sensé d'établir les faits et de souligner que les allègements consentis aux énergies fossiles permettent d'accroître, aux dépens des collectivités, les bénéfices astronomiques des majors du charbon et du pétrole. Il serait aussi plus conforme aux faits de souligner que les problèmes inhérents aux énergies renouvelables ne sont pas scientifiques, mais technologiques et économiques. Elles ne pourront assurer une stabilité de l'approvisionnement et des réseaux électriques que si des solutions de stockage à grande échelle et à long terme sont mises en place – et le moins que l'on puisse dire est que la science se préoccupe de ces questions.

Il faut aussi, évidemment, concéder à cet honorable correspondant qu'une part des externalités actuellement imputables à la base thermique des énergies va demeurer même en cas de transition : par exemple, les voitures électriques continueront à peser sur l'empreinte CO2 de la planète pour tout ce qui concerne leur construction ; elles laisseront des résidus de pneu dommageables à la santé des riverains, et, si elles sont prises dans des embouteillages, les moins-values liées à l'engorgement des voies de circulation ne différeront guère de celles occasionnées par les véhicules thermiques. Et il faut encore reconnaître qu'il est impossible de cesser du jour au lendemain de soutenir ces énergies fossiles si dommageables : l'entier des économies nationales, pays riches et pauvres confondus, est établi sur elles. Mais une transition qui ne soit pas une accumulation (pour reprendre l'argument de Jean-Baptiste Fressoz, *Sans transition. Une*

nouvelle histoire de l'énergie, Paris 2024) est vitale pour l'avenir, et les dommages globaux apportés par l'utilisation de sources d'énergie renouvelable resteront incomparablement plus faibles que ceux dus à l'utilisation de ressources fossiles.

Bref, le temps est venu de considérer que les subventions aux énergies renouvelables ne sont pas plus indues – et le sont même considérablement moins – que celles, bien plus substantielles, octroyées aux énergies fossiles...